

Adalea

La solidarité en actions



La revue de presse du mécénat



Débat sur les violences faites aux femmes

Le club Inner Wheel propose une soirée autour du film « Arrêtez-moi », le jeudi 5 novembre.



Françoise Gourio, fondatrice du club Inner Wheel de Saint-Brieuc, Muriel Le Goff, coordinatrice Adalea, et Patricia Heussaff, présidente d'Inner Wheel : trois femmes investies pour faire de cette soirée une pleine réussite.

Améliorer la vie des femmes et des enfants

Présente à l'Onu depuis 1988, l'association Inner Wheel est l'une des plus importantes organisations non-gouvernementales (ONG) féminines dans le monde avec plus de 100 000 membres, répartis dans 103 pays. Elle a pour objectif d'œuvrer pour améliorer la vie des femmes et des enfants. C'est dans cette optique que l'antenne de Saint-Brieuc propose, le jeudi 5 novembre, la projection du film « Arrêtez-moi » de Jean-Paul Lilienfeld.

Une histoire vraie

Sorti en 2013 et interprété par Sophie Marceau et Miou Miou, ce long-métrage, adapté du roman *Les Lois de la gravité* de Jean Teulé, s'inspire d'une histoire vécue. « Un soir, une femme se rend dans un commissariat pour confesser le meurtre de son mari commis il y a plusieurs années. Du-

rant l'interrogatoire, elle explique à la policière avoir été victime de violences répétées de la part de son époux. Comprenant son calvaire, la policière refuse de l'arrêter et lui conseille de rentrer chez elle, ce qu'elle refuse... ».

Soirée caritative

Cette projection sera suivie d'un débat sur les droits et l'intégration des femmes violentées animé par Patrick Lewden, procureur adjoint, et Muriel Le Goff et Jeanne Fouilleux-Daniel d'Adalea, association humanitaire d'entraide, sociale à proximité. Celle-ci intervient auprès des femmes victimes de violences conjugales et familiales. Les bénéfices de cette soirée lui seront intégralement reversés.

Jeudi 5 novembre, à 20 h, à Cinéland Trégueux. Entrée 9,50 €. Réservations au 02 96 33 15 77.

Ouest-France / 3 novembre 2015

250 personnes à la soirée sur les violences aux femmes



De gauche à droite : Sylvie Grondin, maire adjointe à Saint-Brieuc ; Jeanne Fouilleul-Daniel, d'Adalea ; Valérie Boquéhéno ; Murielle Le Goff ; Marie Heussaff, présidente du club Inner Wheel et Patrick Lewden.

Le club Inner Wheel briochin a organisé, jeudi soir, au Cinéland de Tréguieux, une soirée solidaire au profit de l'association Adalea de Saint-Brieuc, qui propose différents pôles de soutien : un accueil d'écoute pour les femmes, un centre d'hébergement et un atelier de réinsertion sociale.

Le thème de cette soirée : les femmes victimes de violence. 250 personnes ont assisté à la diffusion du film *Arrêtez-moi*, de Jean-Paul Lilienfeld, avec Sophie Marceau et Mouï-Miou.

Un débat animé par Murielle Le

Goff et Jeanne Fouilleul-Daniel, de Adalea, et par Patrick Lewden, procureur adjoint au tribunal, était organisé à la suite de la projection.

Les participants se sont ensuite retrouvés dans le hall de Cinéland, pour poursuivre les échanges autour d'un buffet de desserts préparé par les adhérentes du club Inner Wheel.

Les bénéfices de cette opération vont être reversés à l'association Adalea. Un mécène a pris à sa charge les dépenses inhérentes à cette soirée.

Adaléa : 30, bis rue du Dr-Rochard, tél. 02 96 68 42 42.

Ouest-France / 7-8 novembre 2015



Le club Inner Wheel de Saint-Brieuc a remis, hier, un chèque d'un montant de 3.000 € à l'association départementale Adalea, centre d'accueil, d'écoute et d'hébergement pour les femmes victimes de violences conjugales. Un geste de solidarité et d'humanité accueilli avec reconnaissance par le président, Pierre Grellard. La somme est destinée à améliorer le cadre de vie des femmes et des enfants, notamment en créant une aire de jeux dans l'espace de proximité du centre basé au 30 bis, rue Dr Rochard.

TELEGRAMME / 18 décembre 2015

Don de 3 000 € à l'association départementale Adaléa

Le club Inner Wheel, importante ONG féminine internationale, a remis un chèque de 3 000 €, jeudi, à l'association Adaléa, lieu d'écoute et d'accueil pour les femmes victimes de violences.

À la suite de l'action menée le 5 novembre, à Cinéland, lors de la projection du film *Arrêtez-moi*, le club Inner wheel a pu collecter la somme de 3 000 €, qui pourra servir à améliorer la qualité de vie des enfants, mais aussi des femmes accueillies par Adaléa.

Murielle Le Goff, coordinatrice du pôle logement et hébergement, a profité de la remise de chèque pour présenter l'un des projets de 2016 : l'acquisition d'une structure de jeux extérieurs, ainsi que du mobilier plus adapté pour les enfants. L'objectif est de créer un lieu agréable où les femmes peuvent se retrouver avec leurs enfants de 2 à 12 ans.



La présidente, Patricia Heussaf, remet le chèque de 3 000 € à l'association Adaléa.

Ouest-France / 18 décembre

Le Rotary donne à Adaléa et à France Parkinson 22



Hervé Dayot et Denis Audrain ont remis 1 500 € au président d'Adaléa ; Pierre Grellard, accompagné par la directrice de l'association, Manuela Charles.

Une soirée chaleureuse et généreuse du côté du Monde des Chimères, le siège des Rotariens briochins, était organisée le jeudi 21 janvier. Bertrand Baranovsky, le gouverneur du district 1650 Bretagne-Mayenne, qui regroupe les départements bretons et celui de la Mayenne (47 clubs), a présidé la remise de dons à deux associations locales : 3 000 € à France Parkinson 22, et 1 500 € à l'associa-

tion Adaléa.

Le comité France Parkinson 22 a été créé il y a un an, et, sous l'impulsion de son président, Maurice Jestin, il propose de nombreuses activités adaptées à ses adhérents. Quant à Adaléa, elle accompagne ceux et celles qui rencontrent des difficultés qui les ont ou peuvent les conduire à l'exclusion.

QUEST-FRANCE / 27 janvier 2016

L'image du jour



25.000 €. C'est le montant du chèque remis, hier, aux responsables de l'Adalea, par Jean-Yves Carillet, directeur général du Crédit agricole (à gauche) et Roger Andrieu, président de la caisse départementale (à droite). Cette subvention permet à l'association de finaliser son projet de pôle médical itinérant dans le Centre-Bretagne, entre Pontivy et Loudéac. « Le concept : un camping-car aménagé qui permettra, en 2018, à une infirmière d'aller à la rencontre des personnes qui n'ont plus de droits ouverts et de leur faciliter l'accès aux soins », explique Valérie Bocquého, responsable de pôle (ci-dessus). Le dossier de l'Adalea a fait partie des 18 initiatives retenues au niveau national par la fondation du Crédit agricole pour lutter contre la désertification médicale.

TELEGRAMME / 3 MAI 2017

L'image du jour



25.000 €. C'est le montant du chèque remis, hier, aux responsables de l'Adalea, par Jean-Yves Carillet, directeur général du Crédit agricole (à gauche) et Roger Andrieu, président de la caisse départementale (à droite). Cette subvention permet à l'association de finaliser son projet de pôle médical itinérant dans le Centre-Bretagne, entre Pontivy et Loudéac. « Le concept : un camping-car aménagé qui permettra, en 2018, à une infirmière d'aller à la rencontre des personnes qui n'ont plus de droits ouverts et de leur faciliter l'accès aux soins », explique Valérie Bocquého, responsable de pôle (ci-dessus). Le dossier de l'Adalea a fait partie des 18 initiatives retenues au niveau national par la fondation du Crédit agricole pour lutter contre la désertification médicale.

TELEGRAMME / 3 MAI 2017

Moncontour

Solidarité. Le collège remet 2.400 € de dons

Tous les élèves de troisième et de quatrième du collège François-Lorant étaient réunis au gymnase, lundi, pour la remise de dons aux associations. Il s'agit du fruit du Parcours citoyen, imaginé pour développer l'engagement solidaire des élèves. L'organisation d'une course solidaire le 23 mai dernier était au cœur de ce défi, pour lequel, les élèves de quatrième et de troisième ont été exemplaires : 802 km parcourus lors de la course solidaire, 2.400 € de dons collectés.

Trois associations soutenues

Les élèves de chacune des classes de quatrième avaient réfléchi à la cause et à l'association qu'ils entendaient soutenir pendant leur course solidaire. Au final, trois associations ont été retenues : Ela, qui vient en aide aux malades victimes de leucodystrophie ; la ligue contre le cancer et Adalea, association briochine qui vient en aide notamment aux femmes victimes de violence.



Remise du don à l'association Adalea par les élèves de quatrième.

Les représentants de ces deux dernières associations ont été accueillis par M. Pinzan, le principal, qui dans son discours n'a pas manqué de remercier les élèves pour « leur engagement exemplaire », mais aussi les parrains donateurs. Il a également mis en

avant Mme Taihades, professeur d'EPS et coordinatrice du projet, les collègues enseignants qui l'ont accompagnée et les personnels qui ont aidé à l'installation du matériel. Les élèves ont ensuite remis un chèque de 800 € à chacune des deux associations.

TELEGRAMME / 20 OCTOBRE 2017

Adalea. Info.DB s'engage pour les enfants - Saint-Brieuc - LeTelegramme.fr - Mozilla Firefox

Historique Marque-pages Outils Adalea Web Recherche Wikipedia PagesJaunes Emploi-Formation URSSAF - Accueil

letelegramme.fr/cotes-darmor/saint-brieuc/adalea-info-db-s-engage-pour-les-enfants-16-12-2017-11782706.php

Rechercher

Nos newsletters Abonnez-vous au Télégramme

Le Télégramme Brest Lannion Lorient Quimper Saint-Brieuc Vannes Rennes Autres Communes Tébéo Tébés SOIR

MENU MONDE FRANCE BRETAGNE ECONOMIE SPORTS LOISIRS & VOUS ANNONCES EN IMAGES DATASPOT

Météo Avis de décès Cinéma Agenda Place aux jeunes Les artisans du goût

Toutes les communes > Saint-Brieuc

Adalea. Info.DB s'engage pour les enfants

Publié le 16 décembre 2017



De gauche à droite : Christophe Guinche, directeur d'Adalea ; Marie-Françoise Bommer, vice-présidente ; Pierre Grellard, président d'Adalea ; Nathalie Sécher, directrice générale d'Info. DB ; Muriel Lamour-Francois, secrétaire de direction à Info. DB, et Valérie Bocquého, responsable du pôle accueil, écoute et veille sociale à Adalea.







Ce vendredi matin, l'association Adalea, qui accompagne depuis 40 ans les personnes fragilisées, a signé une convention avec la société Info. DB, faisant partie du groupe Up (Chèque déjeuner). À travers cette signature, c'est un beau coup de pouce qu'offre l'entreprise costarmoricaine au projet « Histoire de dire », mis en place afin de libérer la parole des enfants vivant dans un contexte de violences intrafamiliales (lire Le Télégramme du 15 décembre).

36.000 € sur trois ans

elb-307841411.adomik.com...

fo.DB s'... TSE Serveur Adalea...

TELEGRAMME / 23 NOVEMBRE 2017

L'image du jour



Ce mercredi après-midi, la nouvelle aire de jeux du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Clara-Zetkin a été inaugurée en présence du préfet Yves Le Breton. Une date nullement choisie au hasard : entre le 20 novembre, Journée internationale de droits de l'enfant, et le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. La structure est installée dans la cour sécurisée de l'établissement, géré par l'Adalea, qui a également été rénovée (peintures au sol, préau, joints des murs...). L'ensemble représente un coût de 13.686 €. Outre les fonds de l'État, le club Inner Wheel a soutenu le projet à hauteur de 1.500 € (la même somme a été reversée pour l'achat de jeux) et par le Rotary avec un don de 1.500 € également. L'ancienne structure, installée en 1998, avait dû être démontée, n'étant plus aux normes. Cette nouvelle installation donne une bouffée d'air frais aux enfants des femmes accueillies pour cause de violences conjugales. Un havre pour jouer et oublier le temps d'un instant un quotidien difficile.

TELEGRAMME / 23 NOVEMBRE 2017

Violences conjugales. À l'écoute des enfants

Publié le 15 décembre 2017

VOIR LES COMMENTAIRES

CATHERINE NICOL



Muriel Le Goff, responsable du pôle hébergement de l'association Adalea, et Valérie Bocquého, responsable du pôle accueil, écoute et veille sociale.

Depuis quelques mois maintenant, l'association Adalea porte une attention toute particulière aux enfants dont la mère a été victime de violences conjugales. Le projet « Histoire de dire » a été créé afin de leur permettre de libérer leur parole, de jouer, de s'apaiser...

En France, une femme sur dix est battue. Un constat d'autant plus alarmant que bien souvent, les enfants sont également emportés dans ce tourbillon de violence. Témoins ou victimes, ils assistent à un bouleversement total de leur famille. Si Adalea aide ces femmes victimes de violences conjugales depuis 1981, l'association a choisi d'aller plus loin, en mettant sur pied le projet « Histoire de dire ». Une action menée en direction des enfants, afin de les aider à libérer leur parole, car « eux aussi ont des choses à dire », comme l'expliquent Muriel Le Goff, responsable du pôle hébergement, et Valérie Bocquého, responsable du pôle accueil, écoute et veille sociale. Ce projet, en place depuis le deuxième semestre 2016, est né d'un constat : rien n'était réellement proposé pour écouter ces enfants, pourtant très marqués, même traumatisés par une situation extrêmement compliquée. « Chez un enfant, les conséquences des violences conjugales sont assez dramatiques. On retrouve les mêmes symptômes que chez un jeune victime de maltraitance », souligne Muriel Le Goff. Difficultés d'apprentissage, de concentration, mais aussi état dépressif, énurésie, retard de croissance, comportement destructeur, dépendance exagérée à la maman... sont autant de signes démontrant un mal-être.

Détecter une souffrance

D'où cette volonté d'Adalea de leur apporter une écoute spécifique, au sein d'espaces dédiés. Non seulement pour les enfants hébergés au centre d'hébergement et de réinsertion sociale Clara-Zetkin ou en logement d'urgence, mais aussi ceux reçus dans le cadre de l'Accueil écoute femmes. « Jusqu'à présent, lorsqu'un enfant venait avec sa mère à un entretien, soit il assistait à une conversation qu'il n'aurait jamais dû entendre, soit il restait seul dans la salle d'attente. Cette situation n'était pas satisfaisante », explique Muriel Le Goff. Ainsi, avec « Histoire de dire », des professionnels s'occupent maintenant des petits ou adolescents, le temps du rendez-vous entre leur maman et un travailleur social. Celle-ci s'en trouve d'ailleurs plus libre pour évoquer ses difficultés. 125 enfants ont ainsi été accueillis en 2017. « Il ne s'agit pas obligatoirement d'un temps de parole, sauf si l'enfant en émet le souhait. Mais de nursing pour les bébés, de temps de jeux ou d'histoires », précise Mme Le Goff. L'enfant y retrouve sa place d'enfant, et cela permet également de détecter son état de souffrance. Et en cas de danger identifié, de faire un signalement, après discussion avec la maman.

Des ateliers pour s'exprimer

Autre action menée afin de permettre aux jeunes d'évacuer : les ateliers d'expression (jeux d'imitation, cuisine, activités manuelles, lectures, motricité...). Chaque mercredi, de 14 h à 16 h, les enfants âgés de 3 à 12 ans (une trentaine cette année) se retrouvent au centre Clara-Zetkin, dans un espace collectif, sans parent. Un temps qui leur permet d'échanger entre eux, de leurs difficultés ou pas... mais surtout de jouer. « Un enfant y participant nous a dit : "Ici, on dit comment on va et on joue". Nous ne sommes pas dans un groupe de parole », insiste Valérie Bocquého. Les retours très positifs des mamans encouragent l'association à pérenniser et faire vivre ce projet. D'autant qu'une troisième action existe : la sensibilisation des 12-18 ans sur les relations homme-femme, notamment dans les établissements scolaires. Cela par l'intermédiaire du jeu « Équité toi ? ». « Nous le faisons déjà, mais peu, car il faut des moyens », admet Mme Bocquého. Des finances qui font défaut, même si la sénatrice Christine Prunaud avait offert une bouffée d'oxygène au projet en octroyant 14.800 €, provenant de sa réserve parlementaire. Un nouvel appel d'air devrait être donné grâce à la signature d'une convention avec la fondation Up, ce matin.

TELEGRAMME / 15 DECEMBRE 2017

Adalea. Info.DB s'engage pour les enfants

Publié le 16 décembre 2017



De gauche à droite : Christophe Guinche, directeur d'Adalea ; Marie-Françoise Bommer, vice-présidente ; Pierre Grellard, président d'Adalea ; Nathalie Sécher, directrice générale d'Info. DB ; Muriel Lamour-Francis, secrétaire de direction à Info. DB, et Valérie Bocquého, responsable du pôle accueil, écoute et veille sociale à Adalea.



Ce vendredi matin, l'association Adalea, qui accompagne depuis 40 ans les personnes fragilisées, a signé une convention avec la société Info. DB, faisant partie du groupe Up (Chèque déjeuner). À travers cette signature, c'est un beau coup de pouce qu'offre l'entreprise costarmoricaine au projet « Histoire de dire », mis en place afin de libérer la parole des enfants vivant dans un contexte de violences

36.000 € sur trois ans

Ainsi, 12.000 € seront reversés chaque année, sur une période de trois ans, pour ce projet. Un accompagnement financier qui entre dans le cadre de la politique de mécénat de la société et de la Fondation Up, qui a mis en place le programme « Impulse », afin de venir en aide aux personnes en situation d'isolement et de dépendance. Cet argent permettra notamment d'aménager une salle spécifique pour recevoir les enfants. Du mobilier adapté pourra être acquis. Chose qui n'était actuellement pas possible, compte tenu des moyens limités. Outre cette aide pécuniaire, un mécénat de temps est également envisagé d'ici un an. Du personnel d'Info. DB pourrait ainsi être mis à disposition afin de développer plus encore le projet « Histoire de dire ». Une annonce faite par Nathalie Sécher, la directrice de l'entreprise basée sur le site d'Éleusis à Plérin.

TELEGRAMME / 16 DECEMBRE 2017

Le projet Histoire de dire soutenu par la Fondation UP



Entourés de Christophe Gainche et Marie-France Bommert, directeur et vice-présidente d'Adalea, Muriel Lamour assistante de direction d'Info DB et Valérie Boqueho, responsable de pôle, Pierre Grellard, président d'Adalea, et Nathalie Secher ont procédé à la signature de convention qui lie les deux parties.

En France, une femme sur dix est victime de sévices. Un constat d'autant plus alarmant que les enfants sont aussi touchés par ce tourbillon de violence. Témoins ou victimes, ils assistent à un bouleversement de leur famille.

C'est pour leur venir en aide que l'association Adalea, qui accompagne depuis près de quarante ans les personnes les plus fragilisées, a choisi d'aller plus loin, en mettant sur pied le projet « Histoire de dire ». Une action tournée vers les enfants, afin de les aider à libérer leur parole, car « eux aussi ont des choses à dire », comme le précisait Christophe Guinche, directeur d'Adalea.

Une approche qui a retenu l'attention de la société Info DB, à travers la fondation d'entreprise UP. « Notre mécénat traduit la volonté du groupe UP d'être un acteur de la société civile différent. Il vise à créer du lien social entre les individus afin que chacun retrouve du pouvoir d'agir et s'épanouir librement », comme explicité par la directrice générale, Nathalie Secher. Et vendredi, l'aboutissement de ce projet a été matérialisé par la signature d'une convention d'engagement sur trois ans. Qui contribuera à créer un espace d'accueil, des ateliers d'expression et des actions de prévention.

QUEST-FRANCE / 19 DECEMBRE 2017

Un financement participatif pour des studios

L'association Adalea cherche des fonds pour réaménager certains grands logements de sa pension de famille en studios, plus adaptés aux besoins des gens qu'elle accompagne.

L'initiative

L'Adalea accompagne des personnes fragilisées, en situation de précarité sociale, morale ou économique. Depuis 2009, elle leur propose des logements, loués à Terre et Baie, dans ce qu'elle appelle une « pension de famille ».

Dans cette résidence relais, composée de dix-huit logements, les locataires disposent de leur logement autonome, mais, en plus, ils profitent d'un espace collectif, où des professionnels tiennent des permanences régulières (notamment une maison de maison et une conseillère en économie domestique).

Majoritairement des personnes isolées

« Les personnes que nous accompagnons ont besoin de retrouver une vie sociale, explique Muriel Le Goff. Ce lieu permet aux résidents de se construire progressivement, de retrouver une vie sociale et de vivre des expériences ensemble. » Par exemple, l'association veille à ce que ces gens se soignent régulièrement s'ils ont besoin d'un traitement, ou qu'ils soient à jour de leurs démarches administratives.

À ce jour, les demandeurs sur liste d'attente sont majoritairement

membre du réseau de la Fondation abbé Pierre, compte passer de dix-huit à vingt-deux logements, capables d'accueillir 28 résidents potentiels, contre 25 actuellement.

Pour 1 € donné, les Petites Pierre versent 1 €

L'ensemble de l'opération est estimé à 160 000 €. Afin de réduire un peu la note, l'Adalea souhaite réaliser les travaux d'aménagement d'un studio (14 000 €) grâce à un financement participatif. Elle a lancé, du 31 octobre au 29 janvier, une campagne de crowdfunding sur les Petites Pierres. Pour 1 € donné, les Petites Pierre versent 1 €. « Tous les dons sont doublés et déductibles d'impôt. » L'objectif est d'atteindre 7 000 € donnés pour, ainsi, arriver à 14 000 €. « Si l'objectif n'est pas atteint le 29 janvier, tous les donateurs seront remboursés. C'est pourquoi nous avons besoin de votre mobilisation ! »

Pour l'heure, cette campagne marche moyennement. Seuls 23 % de la somme espérée ont été donnés à ce jour.

Emmanuelle MÉTIVIER.

Campagne de financement participatif : www.lespetitespierres.org



Une partie des résidents et professionnels de la maison relais, rue de Lesseps.

des personnes isolées. Afin d'adapter sa résidence aux besoins, l'Adalea projette de réhabiliter une partie de ses logements. Ainsi, les quatre appartements T4, beaucoup trop

grands pour des personnes seules et sans ressources, seront modifiés en quatre T2 et quatre studios. Grâce à cette restructuration, la pension de famille de l'Adalea,

Adalea. Un appel à financer la maison-relais

Des demandes de logements de plus en plus nombreuses formulées par des personnes isolées. C'est la situation de l'association Adalea, qui accueille chaque année 7.000 personnes en difficulté, depuis de nombreux mois. Pour y faire face, l'association a décidé de modifier l'agencement de la résidence sociale « maison-relais de Saint-Brieuc ».

Concrètement, quatre logements de type 4, chacun faisant 76 m², vont être transformés en huit logements, quatre studios et quatre T2. Une façon de répondre au souhait des résidents qui préfèrent bien souvent un logement plus petit, et donc plus facile à entretenir. Mais aussi à la demande croissante d'hébergement. « Avec cette opération, la pension de famille étend son offre de logement et crée ainsi trois nouvelles places », indique l'association.

14.004 € à collecter d'ici le 29 janvier

L'opération est estimée à 160.000 € et est financée, en partie, sur les fonds propres d'Adalea. Mais pour réduire l'impact financier sur le budget de fonctionnement de la



La maison-relais d'Adalea compte actuellement 18 logements. L'objectif est de passer à 22, en divisant quatre T4, pour en faire quatre studios et quatre T2.

maison-relais et sur la redevance des futurs résidents, l'association s'est associée à la fondation Somfy et à son programme de financement participatif solidaire, afin de réduire le coût de cette réhabilitation.

Lancé depuis le 31 octobre, ce financement participatif a pour objectif de collecter 14.004 € d'ici au 29 janvier. Si l'objectif n'est pas atteint à

cette date, tous les donateurs seront remboursés. À ce jour, 38 % des 14.004 € ont été récoltés.

▼ Pratique

Dons sur le site des petites pierres : <http://www.lespetitespierres.org/rehabilitons-la-pension-de-famille-de-saint-brieuc>

Chaque don est multiplié par deux par la fondation Somfy.

TELEGRAMME / 8 JANVIER 2018

UNE AUTO-ÉCOLE SOLIDAIRE



L'association Adalea a mis sur pied une auto-école solidaire à destination des personnes qui ont des difficultés d'apprentissage. Dix jeunes de l'Institut médico-éducatif Saint-Bugan suivent la première formation, qui se termine en juin. Page 15

TELEGRAMME / 31 MARS 2018

Insertion. Dix jeunes à l'auto-école solidaire

C'est une première ! L'association Adalea a mis en place une auto-école solidaire. Le dispositif est destiné aux personnes qui rencontrent des difficultés d'apprentissage.

Les représentants d'Adalea, de l'IME et d'une auto-école ont présenté le vendredi 30 mars l'action mise en place dans le cadre de l'auto-école solidaire.



Adalea, association départementale, est engagée depuis plus de trente ans dans la lutte contre toutes les formes d'exclusion. En 2017, elle a lancé un nouveau projet : l'auto-école solidaire afin d'accompagner les publics présentant des difficultés d'apprentissage. Un dispositif destiné à tous ceux qui ne peuvent pas accéder au code de la route et au permis de conduire en auto-école classique.

Les premiers bénéficiaires de l'opération ont été dix jeunes âgés de 17 à 20 ans de l'Institut médico éducatif (IME) Saint-Bugan suite à un rapprochement entre Adalea et l'association Adapei Nouvelle Côtes d'Armor. L'IME accueille des jeunes déficients intellectuels et travaille à leur insertion socioprofessionnelle. L'accès à l'emploi pour ces personnes, soit en milieu ordinaire ou en entreprise adaptée, se complique encore plus si l'on tient compte de la problématique liée

à la mobilité. « L'autonomie attendue en auto-école classique rend difficile l'acquisition du code de la route en raison des difficultés cognitives de ces jeunes », signale Saïg Hamon, de l'association Adalea. L'auto-école solidaire est la solution appropriée pour sortir ces jeunes de l'ornière.

Un environnement sécurisant

La formation a démarré dans les locaux de l'auto-école solidaire en novembre dernier et s'achèvera en juin. Les jeunes de l'IME bénéficient de « leçons » de code dans un environnement sécurisant, deux fois par semaine, avec un suivi renforcé entre Adalea et l'IME. Des jeunes motivés par cet apprentissage. L'obtention du code de la route est une première étape vers une mobilité autonome. Et bien sûr, il vise le permis. L'opération est jugée très positive par les encadrants de l'IME : « On constate que les ouvriers qui ont un permis s'in-

serent encore mieux dans la société », exprime Nadège Ricordel de l'Institut médico éducatif.

L'aide de la Fondation PSA

Un projet qui n'aurait pas pu voir le jour sans l'aide de la Fondation PSA. Elle a accepté de mettre la main au porte-monnaie à hauteur de 8.000 €. Cette fondation agit « pour toutes les personnes fragiles qui, parce qu'elles ne sont pas mobiles, risquent la marginalisation sociale, économique ou géographique ».

Les bénéficiaires ont participé également au financement de leur formation, à raison de 30 € par mois.

À l'issue de cette première session, un bilan sera réalisé. « Selon les résultats obtenus et l'impact du dispositif sur le parcours des jeunes, l'opération pourra être renouvelée sous réserve de trouver les fonds nécessaires au financement de l'action », conclut Saïg Hamon.

TELEGRAMME / 31 MARS 2018

■ LOUDÉAC

Auto-école solidaire : le défi de la mobilité pour tous

L'insertion sociale passe par la mobilité. Pour que tout le monde ait sa chance, Adalea a mis en place une auto-école solidaire en faveur des jeunes accompagnés par l'IME.

Le pôle « emploi-formation » d'Adalea intervient notamment sur la mobilité des personnes les moins favorisées : une des « difficultés périphériques » pour trouver un emploi... C'est ainsi que l'auto-école solidaire a vu le jour, en 2010.

Mais pour la première fois cette année, Adalea a été sollicitée pour accompagner de jeunes gens présentant des handicaps et qui dépendent de l'institut médico-éducatif (IME) de Saint-Bugan (Adapei Les Nouelles). La première difficulté d'accès à l'emploi que rencontrent ces jeunes, porteurs de déficiences intellectuelles, avec ou sans troubles associés, réside dans la problématique de la mobilité.

Pour préparer leur sortie de l'IME en travaillant à leur autonomie et à leur intégration dans

le milieu ordinaire, y compris socio-professionnel, il s'agit de leur permettre d'obtenir l'examen théorique général du code de la route. Grâce à Adalea, ils bénéficient d'une pédagogie adaptée.

Un groupe de dix jeunes de 17 à 20 ans a été constitué. Nicole Belzic assure leur formation, d'une durée de 32 semaines, dans les locaux de la Maison de l'entreprise, de l'emploi et de la formation. Ces jeunes sont très motivés, et cela décuple leur volonté de surmonter les difficultés d'apprentissage. Deux d'entre eux ont d'ailleurs déjà tenté de passer l'examen du code (ils ont échoué de très peu). Ce qui est de bon augure pour que tout le monde décroche le précieux sésame en juillet prochain. Pour la conduite, on verra plus tard.

Cette année, l'opération a pu être soutenue financièrement par le mécénat de la Fondation PSA (un don de 8 000 €). Une participation mensuelle de 30 € complémentaires est demandée à chaque bénéficiaire.

Adalea

Depuis plus de 30 ans, l'association ADALEA accompagne au quotidien « les personnes les plus fragilisées ». Elle emploie 80 salariés pour l'ensemble de ses actions et près de 50 personnes en contrats aidés sur ses chantiers d'insertion.

L'association est constituée de quatre pôles d'activité en réponse aux difficultés des 6 500 personnes accueillies chaque année dans le département : santé, hébergement, formation, emploi...



Lauriane, Matthieu, Gwenaëlle et Sarah font partie des dix jeunes de l'IME de Saint-Bugan qui se préparent à passer l'examen du code de la route.

LE COURRIER INDEPENDANT / 6 AVRIL 2018

Le code, c'est permis pour tous !

Une auto-école solidaire dispense des cours de code et de conduite à une dizaine de jeunes inscrits à l'Institut médico-éducatif de Loudéac. Un dispositif expérimental dans le département.

Reportage

Vendredi, 9 h. Ambiance salle d'examen. Dans cette grande pièce, une dizaine de jeunes, attablés, boîtier en main fixent leur regard sur un tableau. Un vidéo projecteur y fait défiler des questions du code de la route. Tous parfaitement concentrés, nul doute que ces jeunes se préparent à l'examen final. Ils sont simplement différents d'un public ordinaire. Souffrants de déficience mentale, ils font partie de l'Institut Médico-éducatif de Loudéac.

Confrontés à des difficultés d'apprentissage, ils profitent aujourd'hui d'un nouveau dispositif en expérimentation dans le département, proposé par l'association Adaléa. Objectif : passer leur permis de conduire d'une façon différente par le biais de l'auto-école solidaire. Première étape : le code.

« Le permis, c'est important pour l'autonomie »

Nicole Belzic, monitrice dans la structure est là pour aider les jeunes à décrocher le précieux sésame. Grâce à une formation adaptée où sa patience et sa pédagogie sont de



Comme Sarah (au premier plan), une dizaine de jeunes de l'IME suivent deux heures de cours par semaine dans les locaux de l'Association Adaléa de Loudéac, pour apprendre le code de la route.

Sous son regard bienveillant, les jeunes répondent à la série de vingt questions sur les usagers de la route. Il ne leur faudra pas plus de dix minutes. Comme en situation réelle. C'est terminé. Sarah, 18 ans, semble confiante. « En général, c'est lorsque la question est difficile et nécessite plusieurs réponses que j'hésite »,

conçède la jeune fille bien décidée à obtenir l'examen : « Le permis, c'est important pour l'autonomie alors je ne lâcherai pas. Je révisé tous les soirs. » Les difficultés se corsent lorsqu'ils doivent mémoriser plusieurs situations dans une vidéo sans connaître la question finale. La réforme du code de la route, ne leur facilite pas la tâche.

« 18/20, 15/20... », la monitrice annonce les résultats. Avec un 18, Mar-

vin semble satisfait. « J'ai déjà passé l'examen une fois. Je l'ai loupé à un point. C'est de l'apprentissage, si j'ai fait des erreurs, c'est que j'ai mal appris ou mal compris. »

« Restez bien concentrés, nous allons passer aux corrections », poursuit Nicole Belzic. Les corrections, s'enchaînent très vite. Les réponses semblent évidentes pour les jeunes. « Selon les séries, il m'arrive de m'attarder sur certaines réponses. En faisant parfois des croquis. » Binoculaire, intempêtif, zone d'incertitude, opaque... Le vocabulaire est varié et nécessite parfois des explications précises. Contrairement à une auto-école privée, Nicole Belzic fait travailler les jeunes à leur rythme.

Un tel projet n'aurait pu être testé sans le mécénat de la fondation PSA Peugeot Citroën qui a déjà permis la mise en place de la formation au code. L'association Adalea lance un appel aux dons pour le financement de la formation à la conduite.

Isabelle SIGOURA.

POINT-SANTÉ ADALEA. Un camion aménagé au plus près des personnes précaires

En 2017, le Point-santé Adalea Loudéac-Pontivy a aidé 133 personnes en situation de précarité. L'association va sillonner le Centre-Bretagne.

Le Point-santé Adalea Loudéac-Pontivy s'est installé en Centre-Bretagne en novembre 2015. Financé par l'Agence régionale de santé, il s'adresse aux personnes en situation de précarité qui ne bénéficient pas des services de santé.

Il envisage d'étendre son action, « en achetant un véhicule aménagé de type camionnette ou camping-car. On y aménagera un espace pour les entretiens avec les personnes et un autre coin pour les consultations », apprend Valérie Bocquého, responsable de pôle à l'association Adalea.



De gauche à droite : Valérie Bocquého, responsable pôle à Adalea ; Aurélie Gestin, infirmière ; Marion Christien, psychologue ; Pierre-Yves L'Her, coordinateur.

t-elle. Et même plus loin, on se déplacera selon les demandes des centres communaux d'action sociale (Ccas). » L'achat du véhicule est en cours : il sera prêt en fin d'année pour sillonner le Centre-Bretagne.

Le nombre d'usagers du Point-santé Adalea a doublé entre 2016 et 2017. Passant de 65 personnes accompagnées à 133 en 2017. « Un tiers des personnes aidées a moins de 25 ans ; les autres sont en situation de précarité, qui n'ont pas de droits CMU, pas de médecin traitant » précise Valérie Bocquého, qui estime que le nombre de personnes aidées va se stabiliser en 2018.

Jeunes en rupture, primo-arrivants...

Leurs profils varient entre jeunes en rupture familiale, des personnes en rupture de droits et les primo-arrivants qui suivent un parcours migratoire.

La permanence de Loudéac se situe à la Maison du Département (rue de la Chesnaie).

Quant à celle de Pontivy, elle a déménagé en janvier. Auparavant installée près du château des Rohan, la permanence du Point-santé Adalea est au 9 avenue Napoléon I^{er}, dans un local aux normes d'accueil des personnes à mobilité réduite.

Sans rendez-vous et gratuit

Les personnes en précarité

peuvent se rendre sans rendez-vous dans ces deux points ; et de leur plein gré (sans avoir été redirigées auparavant par une assistante sociale, par exemple).

« Une infirmière les accueille pour ouvrir leurs droits liés à la santé, pour les orienter. Nous avons une psychologue, que ces personnes peuvent consulter gratuitement, explique Valérie Bocquého. Et d'ajouter : Nous avons la chance d'avoir un médecin bénévole, qui s'est greffé à l'équipe fin 2017. Ça facilite les transmissions de dossier, entre autres. »

Angélique Goyet

« Un tiers des personnes aidées a moins de 25 ans »

« Ce véhicule se déplacera dans les zones rurales sur un territoire étendu : celui de Loudéac Communauté (de Caurel à Trémoré, jusqu'à Allineuc et Le Mené) ; et sur le grand pays de Pontivy, de Guéméné aux communes de Pontivy Communauté, détaille-

PRATIQUE

Horaires des permanences. À Loudéac, à la Maison du Département (rue de la Chesnaie) : le jeudi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h (infirmière). À Pontivy, au 9 avenue Napoléon I^{er}, les lundi et vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h (infirmière) ; le lundi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h (psychologue). Contact au 07 68 08 52 07 ; mail : point-sante-cb@adalea.fr ; site : www.adalea.fr.

COURRIER INDEPENDANT / 1ER JUIN 2018

POINT-SANTÉ ADALEA. Un camion aménagé au plus près des personnes précaires

En 2017, le Point-santé Adalea Loudéac-Pontivy a aidé 133 personnes en situation de précarité. L'association va sillonner le Centre-Bretagne pour

Le Point-santé Adalea Loudéac-Pontivy s'est installé en Centre-Bretagne en novembre 2015. Financé par l'Agence régionale de santé, il s'adresse aux personnes en situation de précarité qui ne bénéficient pas des services de santé.

Il envisage d'étendre son action, « en achetant un véhicule aménagé de type camionnette ou camping-car. On y aménagera un espace pour les entretiens avec les personnes et un autre coin pour les consultations », apprend Valérie Bocquého, responsable de pôle à l'association Adalea.

« Un tiers des personnes aidées a moins de 25 ans »



De gauche à droite : Valérie Bocquého, responsable pôle à Adalea ; Aurélie Gestin, infirmière ; Marion Christien, psychologue ; Pierre-Yves L'Her, coordinateur.

« Ce véhicule se déplacera dans les zones rurales sur un territoire étendu : celui de Loudéac Communauté (de Caurel à Trémoré, jusqu'à Allineuc et Le Mené) ; et sur le grand pays de Pontivy, de Guéméné aux communes de Pontivy Communauté, détaillée. Et même plus loin, on se déplacera selon les demandes

des centres communaux d'action sociale (Ccas). » L'achat du véhicule est en cours : il sera prêt en fin d'année pour sillonner le Centre-Bretagne.

Le nombre d'usagers du Point-santé Adalea a doublé entre 2016 et 2017. Passant de 65 personnes accompagnées à 133 en 2017. « Un tiers des personnes aidées a moins de

25 ans ; les autres sont en situation de précarité, qui n'ont pas de droits CMU, pas de médecin traitant » détaille Valérie Bocquého, qui estime que le nombre de personnes aidées va se stabiliser en 2018.

Jeunes en rupture, primo-arrivants...

Leurs profils varient entre

jeunes en rupture familiale, des personnes en rupture de droits et les primo-arrivants qui suivent un parcours migratoire.

La permanence de Loudéac se situe à la Maison du Département (rue de la Chesnaie).

Quant à celle de Pontivy, elle a déménagé en janvier. Auparavant installée près du château des Rohan, la permanence du

Point-santé Adalea est au 9 avenue Napoléon I^{er}, dans un local aux normes d'accueil des personnes à mobilité réduite. Non loin de la Mission locale, l'un de ses 25 partenaires (Centre hospitalier du Centre-Bretagne, Caisses d'assurance maladie des Côtes-d'Armor et du Morbihan, diverses structures médico-sociales...).

Sans rendez-vous et gratuit

Les personnes en précarité peuvent se rendre sans rendez-vous dans ces deux personnes ; et de leur plein gré (sans avoir été redirigé auparavant par une assistante sociale, par exemple).

« Une infirmière les accueille pour ouvrir leurs droits liés à la santé, pour les orienter. Nous avons une psychologue, que ces personnes peuvent consulter gratuitement, explique Valérie Bocquého. Et d'ajouter : Nous avons la chance d'avoir un médecin bénévole, qui s'est greffé à l'équipe fin 2017. Ça facilite les transmissions de dossier, entre autres. »

Angélique Goyet

PRATIQUE

Horaires des permanences. À Loudéac, à la Maison du Département (rue de la Chesnaie) : le jeudi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h (infirmière). À Pontivy, au 9 avenue Napoléon I^{er}, les lundi et vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h (infirmière) ; le lundi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h (psychologue). Contact au 07 68 08 52 07 ; mail : point-sante-cb@adalea.fr ; site : www.adalea.fr.

PONTIVY JOURNAL / 1ER JUIN 2018

Ainsi font font font les violences intrafamiliales

Géraldine Schmurr-Picard joue un spectacle de marionnettes pour sensibiliser les enfants aux conflits familiaux. Né à Paimpol, l'outil pédagogique pourrait se jouer à l'échelle départementale.

L'initiative

Pas seul... Papa et Maman sont très amoureux. Mais depuis l'arrivée du petit Gnocchi, ils se disputent de plus en plus et de façon disproportionnée. L'homme de la maison exerce une emprise sur son épouse. Le fils a peur et se mure dans le silence avec sa mère. Gnocchi est trop jeune pour mettre des mots sur ce qu'on appelle chez les grands : la violence intrafamiliale.

L'histoire est fictive, mais s'inspire « de rencontres avec des femmes victimes de violences conjugales, de documents, de livres, etc. », explique la marionnettiste et créatrice du spectacle, Géraldine Schmurr-Picard. L'idée est de montrer comment la violence peut s'installer, mine de rien, dans un couple. Je porte un regard sur la place de l'enfant et informe sur la façon dont on peut se faire aider pour sortir d'un climat anxiogène ».

Son spectacle a été présenté pour la première fois, jeudi, à la Fabrique à paroles. Avec l'appui de l'association départementale d'insertion des personnes démunies Adalea, qui compte bien présenter l'outil pédagogique dans le reste des Côtes-d'Armor.

Accompagner l'enfant

Parmi les enfants, certains n'y verront qu'un simple « conte à suspense qui finit bien comme Hansel et Gretel », rassure Géraldine. Chez d'autres, la résonance émotionnelle sera peut-être trop forte. C'est là qu'intervient l'association. « Des adultes sont là pour observer les réactions et accompagner les enfants sous la forme d'un échange à la fin du spectacle », souligne Rachel, éducatrice spécialisée au pôle accueil et logement de femmes et enfants victimes de violences intrafamiliales au CHRS Clara Zetkin à Saint-Brieuc.

« Le but du spectacle n'est pas

d'aller déceler les conflits dans la famille de l'enfant, prévient Valérie Boquého, responsable du pôle accueil écoute et veille sociale. Mais s'il est amené à se confier là-dessus, nous pouvons actionner un réseau de partenaires pour prévenir d'une éventuelle situation à risques. »

Le spectacle est né sous l'impulsion du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) de Paimpol. « Chaque année, nous élaborons une action de prévention destinée à tous les publics, dans le cadre du Mois orange

marqué par la Journée internationale de l'élimination de la violence à l'égard des femmes le 25 novembre », rappelle Sophie Cornu, coordinatrice du CLSPD et directrice du centre social le ChatÔ.

Géraldine Schmurr-Picard exerce l'art-thérapie à Pleudaniel et avait sollicité le CLSPD l'an passé. « Nous savions qu'elle faisait déjà des animations auprès des enfants de l'école Gabriel Le Bras et qu'elle avait les compétences et la matière, pour rendre quelque chose d'intelligible auprès des enfants », ajoute Sophie

Cornu.

La marionnettiste préfère d'ailleurs « rester visible » aux yeux des plus jeunes, lorsqu'elle agit ses marionnettes. « Cela me permet de mieux ponctuer les dialogues et d'adoucir la narration en exprimant ma complicité avec le personnage principal. » Afin de ne pas laisser l'enfant seul. Pas seul... Comme le nom du spectacle.

Paul PÉAN.

QUEST-FRANCE
23 NOV 18



Géraldine Schmurr-Picard a présenté son spectacle pour la première fois jeudi à la Fabrique à paroles.

QUEST-FRANCE / 23 NOVEMBRE 2018

Elle mime la violence pour la stopper

Gnocchi est né de l'union d'un couple très amoureux. Mais en grandissant, il s'aperçoit que papa et maman se disputent de plus en plus souvent et de façon disproportionnée. Sans pouvoir mettre de mots sur ce qui se passe, Gnocchi est victime, avec sa maman, de violences intrafamiliales.

Échange avec les enfants

Dans le dos de la marionnette Gnocchi et du spectacle *Pas seul* se cache Géraldine Schmurr-Picard, art-thérapeute à Pleudaniel. Elle a répondu à la demande du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de Paimpol pour monter ce spectacle dans le cadre du Mois orange.

Le but : sensibiliser les enfants et les adultes aux violences faites aux mères, aux femmes, et aux enfants. « Et informer sur la façon dont on peut se faire aider pour sortir d'un climat anxieux », explique la marionnettiste.

L'idée a séduit l'association départementale Adalea, qui souhaite développer l'outil en dehors de Paimpol.

Parmi les enfants, certains n'y verront qu'une simple histoire qui finit bien, chez d'autres, la résonance émotionnelle sera peut-être trop forte. « Une équipe de professionnels est là pour observer leurs réactions et accompagner les enfants sous la forme d'un échange à la fin du spectacle », rassure Rachel, éducatrice spécialisée au pôle accueil et loge-



Géraldine Schmurr-Picard a présenté pour la première fois son spectacle « Pas seul », à Paimpol, jeudi.

CRÉDIT PHOTO : QUEST-FRANCE

ment de femmes et enfants victimes de violences intrafamiliales au Centre d'hébergement et de réinsertion sociale Clara-Zetkin, à Saint-Brieuc.

« Le but du spectacle n'est pas d'aller déceler les conflits dans la famille de l'enfant, prévient Valérie Boquého, responsable du pôle accueil écoute et veille sociale d'Adalea. Mais s'il est amené à se confier là-dessus, nous pouvons actionner un réseau de partenaires pour prévenir d'une éventuelle situation à risque. »

Paul PÉAN.

34

L'association Adalea dispose de 34 places dédiées à l'accueil des femmes victimes de violences, au Centre d'hébergement et de réinsertion sociale Clara Zetkin. Neuf autres logements d'urgence dédiés aux femmes victimes de violences sont répartis, en plus, sur le territoire.

QUEST-FRANCE / 23 NOVEMBRE 2018

Le handball ploufraganais à un grand cœur.



Arnaud de La Hosseraie, co-président de Ploufragan-handball ; Muriel Le Goff, responsable du pôle logement hébergement Adalea ; Karine Gauvry, éducatrice spécialisée et Françoise Perrot, conseillère en économie sociale et familiale Adalea, avec l'équipe des seniors filles du handball « Les Perdrix ».

Solidarités

Arnaud de La Hosseraie, co-président de Ploufragan-handball a remis un chèque de 650 € à l'association Adalea (accueil, écoute, veille sociale, insertion, logement et formation), samedi.

Cette somme a été récoltée lors du quiz organisé par le club. Chaque année, il organise un événement dont les bénéfices sont entièrement reversés à une association locale.

Muriel Le Goff, responsable du pôle logement-hébergement d'Adalea, a remercié chaleureusement l'association et précise que grâce à ce don, ils vont pouvoir financer des actions en direction des enfants accueillis avec leur mère au sein de leur association. La responsable a également évoqué l'illustration graphique d'un livret d'accueil pour les enfants, ou l'achat d'équipement pour l'atelier Histoire de dire, proposé aux enfants tous les mercredis après-midi.

QUEST FRANCE
29 MAI 2018

Ploufragan

Ploufragan Handball. 650 € remis à Adalea

Le 26 mai, Arnaud de La Hosseraie, coprésident de Ploufragan Handball, a remis un chèque de 650 €, samedi, à l'association Adaléa. Cette somme provient du bénéfice dégagé lors du quiz organisé par le PHB.

Chaque année, le club organise un événement dont les bénéfices sont entièrement redistribués à une association locale.

Muriel Le Goff, responsable du pôle logement hébergement, précise que ce don permettra de financer des actions pour les enfants qui sont accueillis avec leurs mères au sein de l'association Adalea. Elle évoque l'illustration graphique d'un livret d'accueil pour les enfants ou l'achat d'équipement pour l'atelier « Histoire de dire », proposé aux enfants tous les mercredis après-midi.



Arnaud de La Hosseraie a remis le chèque à Muriel Le Goff, en présence de Karine Gauvry, éducatrice spécialisée, et Françoise Perrot, conseillère en économie sociale et familiale, entourés des « Perdrix » seniors filles équipe 1 de Ploufragan Handball.

TELEGRAMME / 29 MAI 2018